

الصيغة الجديدة

مختارات الصحف

NRP DECEMBRE 2020 N° 54

LA NOUVELLE
REVUE DE
PRESSE

Édition française

« LA COVID, REVELATEUR DE L'ECONOMIE ALGERIENNE »

Société

Post Covid-19: transition vers une économie et une société de connaissance

DROIT

Les droits de l'enfant entre hier et aujourd'hui

Yasmine Azzouz

Culture/Médias

Femmes au cinéma, femmes de cinéma : Une table ronde et des interrogations

Mohamed Bensalah

Histoire/Mémoire

A la redécouverte de la broderie en Algérie : Un patrimoine oublié

Nadia Saou



Sommaire

N° 54, Décembre 2020

Dossier

« LA COVID, REVELATEUR DE L'ECONOMIE ALGERIENNE »

L'après covid-19 : une économie ouverte et durable, seule possibilité pour juguler l'impact de la pandémie, collectif. P.4-5

La pandémie Covid-19, une crise de trop pour les entreprises algériennes, Boukrif Moussa, P.5-6

L'analyse du Professeur CHITOUR Un fleuron de la transition énergétique., Chems Eddine CHITOUR, P.6-7

Cinq aides pour augmenter le pouvoir d'achat post-coronavirus, Farah K., P.7

Les rendements des céréales en Algérie s'affaibliront de plus en plus, Arezki Benali. P.8

Autosuffisance de l'Algérie Vers le développement de l'agriculture saharienne. Lyes C., P.9

L'Algérie post-Corona, l'opportunité d'une évolution alternative. Aniss M. P.9-10

Société

Entre coronavirus et référendum, l'étrange rentrée scolaire en Algérie, Safia Ayache, P.11

Post Covid-19: transition vers une économie et une société de connaissance, P.11

Droit

Les droits de l'enfant entre hier et aujourd'hui, Yasmine Azzouz. P.12

Culture/Médias

Femmes au cinéma, femmes de cinéma : Une table ronde et des interrogations, Mohamed Bensalah. P.13

Une plateforme pour faciliter la production et le financement de films: Tahya Cinéma à la rescousse des professionnels. P.13

Histoire/Mémoire

Algérie-France: les archives coloniales encore « cadennassées », Fayçal Ben Zoutale, P.14

A la redécouverte de la broderie en Algérie : Un patrimoine oublié, Nadia Saou, P.15

Bibliographie

La NRP est la nouvelle formule de la « Revue de presse », créée en 1956 par le centre des Glycines d'Alger.

[Attestation du ministère de l'information: A1 23, 7 février 1977]

Revue bimensuelle réalisée en collaboration avec le :

cdesoran@yahoo.fr

CENTRE DE DOCUMENTATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

3, rue Kadiri Sid Ahmed, Oran • Tel: +213 41 40 85 83 •

Site web: www.cdesoran.org / Facebook : Cdes Oran

**L'équipe de la NRP vous souhaite une bonne et heureuse année 2021
qu'elle soit meilleure que 2020**

Ont collaboré à ce numéro

Ryad CHIKHI, Bernard JANICOT, Leila TENNCI, Ghalem DOUAR, Omar AOUAB
Sid Ahmed ABED, Adnane BELAIDOUNI, Sofiane BELKACEM, Redouane ARZOUR

« LA COVID, REVELATEUR

DE L'ECONOMIE ALGERIENNE »

Editorial



L'Algérie, un grand pays d'une superficie de 2,4 millions km². 63 % de la population est installée dans le nord sur une portion du littoral qui représente 4 %. 48 wilayas, 1541 communes, dont plus de 950 communes considérées comme étant pauvres, soit 62%. Seuls 7% des communes sont considérés comme étant riches. Sur 43,9 millions d'habitants, 8 millions d'habitants vivent dans des zones dites «d'ombres?». Ces habitants sont répartis sur plus de 15?000 zones, particulièrement isolées du tissu urbain, démunies de tous les infrastructures et équipements (pas d'eau, gaz, électricité, accès difficile, pas d'école, absence de l'assainissement). Bien qu'il s'agisse là de besoins vitaux, les habitants de ces zones sont peu nombreux pour attirer l'attention des pouvoirs publics afin d'inscrire leurs problèmes dans l'agenda politique. Répondre à ces besoins légitimes requiert la mobilisation de fonds dont le montant total s'élève à 500 milliards de dinars.

À cette réalité décrite, s'ajoute la survenue de la Covid-19 (CoronaVirus Disease) qui a provoqué un contexte inédit et particulier. Le virus a eu des effets sur la santé publique. La gestion de cette crise sanitaire a engendré une pression importante sur les moyens humains et matériels des hôpitaux peu préparés à ce genre de situations, ils ont été confrontés à une augmentation de cas sévères. Les capacités de l'État à répondre à un problème social et à assurer l'ordre public ont été mises sous pression. À l'instar des autres pays, des mesures de confinements ont été adoptées. Solution miracle ou mal nécessaire, ces mesures conduisent vers une récession économique programmée qui se traduit par un double choc, à la fois de l'offre et de la demande. Contraint au respect des mesures, les entreprises font face à la baisse de leur activité, les salariés eux, sont au chômage. Face à l'ampleur des bouleversements économiques et sociaux, l'intervention de l'État a eu pour objectif de limiter la détérioration des conditions sociales des citoyens et d'éviter le danger d'une spirale « récessionniste ».

De même, la situation géopolitique est assez complexe. L'instabilité des pays voisins est considérée également comme une réelle menace. De nouvelles alliances se construisent et se révèlent. Le pays se voit confronter à des enjeux, là où son implication est primordiale et légitime de par la proximité régionale et au nom de la dignité et des valeurs des droits humains, bien loin des politiques du double standard des superpuissances.

“Do or Die” : voilà à quoi ressemble 2020. De réforme en réforme, la nécessité d'un changement profond des systèmes de gouvernances a longtemps été prônée par les acteurs de différent niveau institutionnel et organisationnel, public et privé ensemble. Et en temps de crise, il est bien plus adéquat — bien plus qu'avant ou après — de... «?r é f o r m e?». Pourquoi?? Parce que les populations sont plus enclines à épouser le changement, et donc, l'intervention publique, rencontre moins de résistance. Tant mieux, si après la chute du prix du pétrole, une autre situation se présente pour que l'impératif de ce changement longtemps souhaité s'impose de force par un virus, aussi minuscule qu'invisible.

Pour parer à cette situation délicate, de multiples mesures gouvernementales ont été adoptées pour venir en aide aux couches les plus défavorisées afin d'assurer un minimum de protection sociale. La LFP 2021 prévoit une augmentation des transferts sociaux, soit 8,4 % du PIB en 2020 contre 9,4 % du PIB pour 2021. Par ailleurs, le numérique a contribué et peut davantage contribuer à la transition longtemps souhaitée. Big Data, IoT et AI ont été mobilisés de par le monde pour faire face aux enjeux majeurs d'aujourd'hui et anticiper ceux de demain. De l'économie de la rente vers l'économie de la connaissance et du savoir à l'ère du numérique. Pourquoi pas l'Algérie??

Ryad CHIKHI

L'APRES COVID-19 : UNE ECONOMIE OUVERTE ET DURABLE SEULE

POSSIBILITE POUR JUGULER L'IMPACT DE LA PANDEMIE

Karima BOUDEDJA* Mohamed KADI* Hicham BENAMIROUCHE* Razika MEDJOUR* Abderrezak MADOURI* Fatah AMEUR*
Fatma HERNOUN* Nabil MESKINE*

La pandémie du COVID19 a provoqué quasiment l'arrêt de l'économie mondiale, en raison des mesures prises pour éviter la propagation de la maladie. L'Algérie n'a pas été épargnée. Il a fallu faire face à la fois à la maladie, en mettant en place des mesures de confinement sanitaire qui ont fragilisé davantage la situation socio-économique et aussi aux conséquences du ralentissement de l'économie mondiale et de la demande en hydrocarbures, principale source des recettes en devises du pays...

Les conséquences de cette pandémie ont surtout touché les populations à revenus modestes, puisés le

période de la hausse des prix des hydrocarbures, au cours de la première décennie du 21^{ème} siècle... Les résultats (des études) montrent un impact fort et clair des fluctuations internationales des prix du pétrole sur la croissance du PIB, les exportations d'hydrocarbures et les dépenses publiques.

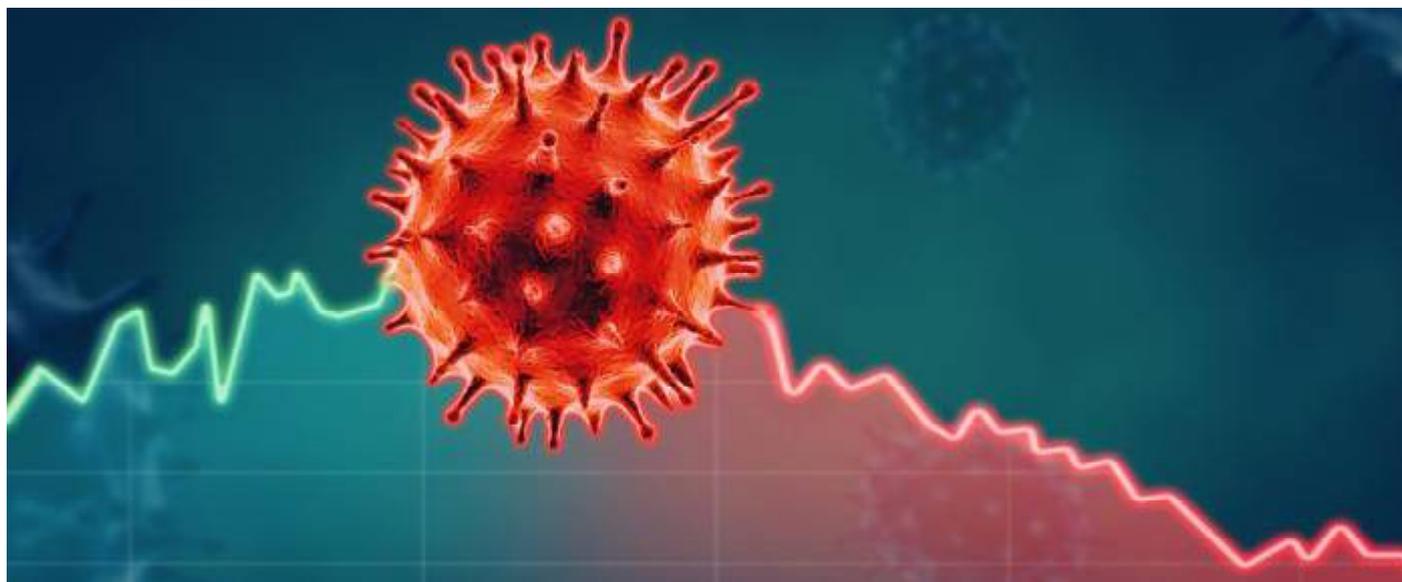
2- ACCENTUATION DES PRESSIONS FINANCIÈRES ET LA QUESTION DU MODE DE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

Les options qui s'offrent à l'Algérie pour le financement de son budget annuel sont limitées, dans la mesure où le pouvoir politique exclut l'option de l'endettement externe auprès

3- LA CRAINTE DE LA MENACE SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DU PAYS ET LE DÉPLACEMENT DU CURSEUR VERS LA SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE

[...] suite à la crise alimentaire et l'augmentation des prix des produits alimentaires de base tels que : les céréales, le lait, l'huile etc., néanmoins, la question de l'approvisionnement ne se posait pas, comme elle s'est posée lors de cette crise sanitaire.

Aussi, les modes de consommation méritent d'être analysés et faire l'objet de débat en cette période de pandémie. En effet, les habitudes alimentaires actuelles en Algérie : con-



plus souvent de l'économie informelle. Le diagnostic est souvent suivi par des implications pratiques sur les éventuelles réformes et mesures qui permettraient de faire basculer le pays vers une économie aux mécanismes durables de développement axés notamment sur la diversification de l'économie, la rigueur budgétaire et la numérisation...

1- LA CHUTE SPECTACULAIRE DES PRIX DES HYDROCARBURES ET LA FORTE VULNÉRABILITÉ DU MODÈLE ÉCONOMIQUE ALGÉRIEN

En discussion, en Algérie, depuis la première crise économique connue par le pays à la fin des années 80, la question de la grave dépendance de l'économie nationale aux exportations des hydrocarbures et l'impératif d'une réforme pour diversifier les ressources des exportations, sont mis entre parenthèses pendant la

des institutions financières internationales. Le recours au marché local à travers l'emprunt obligataire, sera-t-il assez suffisant pour générer les ressources nécessaires ? Avec un compte financier et un compte capital fermé, un taux de change semi rigide (flottement dirigé) et une faiblesse structurelle pour l'attractivité de l'investissement directs étrangers, quelles sont donc les options stratégiques, qui restent à l'économie Algérienne pour amortir les effets des chocs provenant des grandes perturbations dans les marchés mondiaux, et particulièrement les chocs causés par la pandémie de COVID-19 ?

La faiblesse du système monétaire et financier algérien est une autre contrainte interne. Elle se caractérise principalement par la faible activité du marché monétaire,

somation par habitant du blé, du lait et de la pomme de terre, qui est parmi les plus élevées au monde, sont influencées par les subventions alimentaires... Le modèle actuel ne permet pas d'assurer la sécurité alimentaire, même en cas de la sécurisation des importations et l'optimisation de la production. Il est donc impératif d'analyser les mesures de subvention et proposer des adaptations aux populations vulnérables, qui assurent aujourd'hui leur alimentation grâce à ces subventions...

4- LA PROPAGATION DE LA COVID 19 ET SON IMPACT SOCIAL

[...] Si des mesures de soutien ont été instaurées dans plusieurs pays du monde pour les travailleurs formels, ceux qui exercent des activités informelles, notamment dans les pays en développement, sont ceux qui sont le plus touchés par cette cessation

inattendue de leur activité. [...] Il a été constaté que la politique du confinement optimal a fait passer la récession de 2.15% à 7.87%...

5- LE SECTEUR DE LA SANTÉ : UNE RÉFORME IMPÉRATIVE ...

6- L'ÉMERGENCE D'UN DÉBAT SUR LA MODERNISATION DES MÉTHODES D'ENSEIGNEMENT

La situation sanitaire actuelle a révélé, qu'en cas de pandémie, le seul moyen d'assurer la continuité pédagogique de l'éducation et de l'enseignement aux élèves et aux étudiants, est le recours aux possibilités offertes par les technologies de l'information et de la communication, et à des degrés moindre par les moyens audiovisuels, notamment la télévision. Ce mode d'enseignement doit faire l'objet d'analyse et d'études surtout par rapport à sa capacité de réaliser les objectifs didactiques d'un enseignement standard (ou classique).

[...] Toutefois, ce nouveau mode d'enseignement pose aussi le problème des inégalités dans l'accès aux moyens entre les citoyens appartenant à différentes classes sociales. En Algérie, le recours à internet pour assurer la continuité pédagogique au niveau des écoles primaires et secondaires publiques, n'a tout simplement pas été possible. Et cela en raison du

manque en outils informatiques et d'accès à internet dans les écoles et les ménages. Ce qui rend le fonctionnement de cette technique difficile, voire impossible.

7- LE TRANSPORT AÉRIEN UN SECTEUR FORTEMENT IMPACTÉ

[...] la compagnie nationale "Air Algérie" a estimé ses pertes à plus de 320 millions de dollars, ce chiffre vient s'ajouter aux pertes régulières de l'entreprise depuis plusieurs années. [...]

8- IMPACT SUR L'EMPLOI ET LES ENTREPRISES : ADAPTATION ET MESURES DE SOUTIEN

Les entreprises, notamment les PME et TPE ont été les premières à subir les conséquences de la pandémie, notamment le confinement. Elles ont dû s'adapter en mettant en place des mesures de télétravail ou des mesures de distanciation sociale. Dans les pays affectés par la crise, les PME ont fait face à la baisse de leur activité en raison de la baisse des commandes. La consommation ayant baissé et complètement changé durant la période de confinement [...]

9- LA NUMÉRISATION CONDITION SINE QUA NON DE DÉVELOPPEMENT

La numérisation ou la digitalisation

s'est avérée être indispensable pour que l'économie mondiale continue à fonctionner en cette période de crise... Elle a permis aussi aux populations de continuer à travailler et à garder contact pendant le confinement. La numérisation a aussi permis la télémédecine qui de l'exception est devenu parfaitement admise voire indispensable, surtout dans les pays développés... et aussi le commerce en ligne qui a connu un boom historique...

[...] Benrejda Amel, a démontré, à partir d'une approche juridique, dans son étude consacrée au télétravail, dans les secteurs éducatifs et administratifs, que comparativement à d'autres pays, en Algérie, il existe une méconnaissance de ce nouveau mode d'organisation du travail.

Cette méconnaissance concerne le concept même de télétravail, ses conditions et les moyens en matière des TIC nécessaires, pour sa mise en oeuvre. En plus de la faiblesse du cadre juridique régissant cette relation de travail entre l'employé et l'employeur.

Les cahiers du
cread

Vol. 36 - n° 03 - 2020

La pandémie Covid-19, une crise de trop pour les entreprises algériennes

Depuis la chute des prix du pétrole en 2014, l'économie algérienne est entrée dans une phase de récession : le taux moyen de croissance du PIB national est passé de 3,5% durant la décennie 2000-2013 à 1,5% en 2019.

La dégradation des finances publiques suite à la baisse continue des recettes pétrolières a contraint le gouvernement à revoir son train des dépenses. Le pays n'a plus les moyens pour financer le tout-importation. Désormais... : réduction des importations, restriction des budgets de fonctionnement et d'équipement, arrêt des grands projets étatiques, baisse des différentes subventions....

Le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (CARE) et le Centre des jeunes dirigeants algériens (CJDA) estiment de 30 à 50% la baisse du volume d'activités des entreprises. Les difficultés des entrepreneurs algériens ne datent pas de cette crise sanitaire... Les experts de ces deux organisations estiment les pertes potentielles d'emplois entre 714 000 et 1 490 000,.... Un constat... confirmé par le Forum des chefs d'entreprise (FCE)... sur la dégradation de la situation des entreprises publiques et privées.

Ce dernier souligne... des difficultés rencontrées par les entreprises en raison de la crise économique et la mise en œuvre des dispositions de l'Association des banques

et établissements financiers (ABEF) portant sur l'obligation du différé de paiement et le blocage des autorisations d'approvisionnement... Une décision prise en septembre 2019, entraînant ainsi l'arrêt de plusieurs usines et la mise au chômage de milliers d'employés. La loi de finances de 2020 marquée par l'aggravation des déficits publics du pays et la baisse significative des recettes de l'Etat traduit la difficulté de l'équation économique...

L'impact de la crise sanitaire sur les entreprises

... Dans ce cadre, les entreprises déjà fragilisées par la crise économique ont procédé à l'arrêt partiel ou total de leurs activités avec la prise en charge des salaires des employés confinés. Si ces mesures dont l'objectif est d'empêcher la prolifération du virus sont justifiées, ... elles constituent une charge supplémentaire... pour l'ensemble des chefs d'entreprise.

Les mesures d'accompagnement sont-elles à la hauteur de la crise ?

... les chefs d'entreprise estiment qu'elles ne sont pas à la hauteur des difficultés auxquelles leurs entreprises font

face. Les mesures qui portent sur la compensation... sont... insuffisantes... pour tenter de faire face aux charges du personnel mis en chômage forcé, chaque chef d'entreprise a opté pour une solution qui l'arrange (congé sans solde, solde du reliquat des congés annuels, congé annuel octroyé...). Des solutions provisoires de replâtrage qui risquent de ne pas résister à une prolongation de la durée du confinement...

Des mesures supplémentaires en faveur d'entreprises en difficultés ...

- dégager une enveloppe supplémentaire pour soutenir et dynamiser les PME

- le renforcement du Fonds national d'investissement (FNI) qui doit s'engager ... dans le financement des entreprises...

- la création d'un statut spécial pour les entreprises en difficulté,...

- un allègement fiscal et parafiscal pour les entreprises en difficulté ;

- la suspension de paiement de toutes taxes et redevances pour les PME impactées par la crise sanitaire ;

- la prise en charge par l'Etat des salaires du personnel confiné et les frais d'exploitation et du manque à gagner;

- accorder des crédits supplémentaires pour faire face aux

problèmes de trésorerie.

Pour une réforme profonde de notre économie et la création d'un écosystème entrepreneurial.

... les difficultés auxquelles font face les entreprises algériennes sont d'ordre structurel liées à la nature rentière de notre économie. Une économie ... mise à mal par une gestion bureaucratique et irrationnelle.

Pour mettre fin à la dépendance aux hydrocarbures et mettre des jalons d'une économie productive..., des réformes profondes doivent être menées. Des réformes qui doivent accorder une place de choix pour l'entrepreneuriat et permettre... la création de nouvelles entreprises compétitives à l'international... Des entreprises aptes à travailler en synergie au sein de nouvelles formes d'organisations d'entreprises nécessaires à la pénétration des marchés étrangers tels que les clusters.

... Pour cela, les pouvoirs publics sont appelés à introduire davantage de souplesse et de facilités dans le processus de création d'entreprises et de remédier aux entraves tant soulignées par la Banque mondiale. Ces entraves qui impactent négativement l'attractivité de notre économie aux Investissements directs étrangers (IDE) et découragent l'investisseur national et étranger...

BOUKRIF MOUSSA

19 Mai 2020

El Watan
LE QUOTIDIEN INDÉPENDANT

L'analyse du Professeur CHITOUR

Un fleuron de la transition énergétique

Le «monde» de l'énergie et de l'environnement Au moment où l'Algérie traverse une situation délicate eu égard à son addiction au tout-pétrole, il est salutaire d'écrire qu'il y a un autre destin pour le pays que celui d'être à la remorque d'un ordre mondial formaté à la taille des puissants technologiquement et partant financièrement. Le monde qui se prépare n'est pas celui du baril de pétrole dont on surveille les errements en regardant dans une boule de cristal s'il va se stabiliser, augmenter ou au contraire chuter. (...)

Les «victimes de la voiture électrique» La révolution de l'électricité verte paraît être l'une des solutions. La voiture électrique connaît un succès croissant. La production de voitures électriques sera de 5.000.000 en 2020 faisant de la Chine le leader. À titre d'exemple, Volkswagen ne fera plus de moteur diesel à partir de 2025, donc il ne faut plus acheter des véhicules diesel, car il n'y aura plus en parallèle de pièces détachées.» La révolution de l'électricité renouvelable c'est aussi le bus et le

camion. En 2030, on prévoit que 35% des voitures seront électriques. Soit plus de 400 millions de voitures. Patrick Pouyanné, le président du groupe Total, a laissé entendre que son groupe s'engagera dans un mo-



dèle à 2030 où l'essentiel est constitué par le renouvelable à 40%, le gaz à 40% et à peine 20% dans le pétrole, son métier de base depuis soixante ans.

Et l'Algérie dans tout cela? Avant toutes choses il faut dresser un état des lieux et connaître nos capacités. Nous disposons de 12 milliards de barils de pétrole, environ un milliard de tonnes nous disposons de 2.500 milliards de m3 de gaz. Compte tenu du rythme de leur consommation, nous en avons pour une vingtaine d'années, d'où l'impératif de consommer moins, en consommant mieux et d'aller sans tarder vers un nouveau modèle de consommation La question qui se pose aujourd'hui est de savoir si le pays veut continuer à exporter de l'énergie, ou bien la consommer. «On ne pourra plus faire les deux» dans moins de 10 ans car la consommation débridée de gaz naturel autour de 8% avec une population qui augmente d'un million par an, fera qu'avant 2030 nous consommerons ce que nous produisons et nous n'exporterons qu'à la marge. Il s'agit, de

passer d'un mode de consommation géré par la demande, de plus en plus difficile à mettre en œuvre, vers un modèle de consommation gérée par l'offre, d'énergie fossile consommée

d'une façon rationnelle. Le futur sera renouvelable et électrique.

Les économies d'énergie Face aux défis qui s'annoncent en matière d'énergie, d'eau, d'environnement, de changement climatique, auxquels s'ajoute celui de la pandémie de coronavirus (Covid-19), nous devons faire preuve d'intelligence et avoir une visibilité. D'où la nécessité de réussir la transition énergétique, et assurer un viatique aux générations futures. Il faut dire la vérité aux citoyens, lesquels se doivent de savoir qu'en matière de consommation d'énergie, nous vivons au-dessus de nos moyens. Le premier gisement d'énergie de l'Algérie est comme chacun le sait celui des économies d'énergie qui est évalué entre 10 et 15%. Ce sera le chantier de la chasse au gaspillage sous toutes ses formes. C'est un immense chantier, adossé à une vision nouvelle, destinée à faire sortir l'Algérie de son ébriété ac-

tuelle pour l'amener vers une sobriété énergétique, à l'horizon de 2030... C'est un fait, l'Algérie ne peut pas continuer à consommer de cette façon qui fait que dans 20 ans s'il n'y a pas de découvertes majeures, nous ne pourrions plus exporter ni du gaz ni du pétrole. Nous aurons aussi un sérieux problème du fait de la rarefaction de l'eau. L'Algérie est un pays en stress hydrique. (...)

Conclusion On le voit, l'Algérie devra plus que jamais compter sur soi. La panoplie des possibilités est féconde, l'essentiel est d'expliquer pédagogiquement aux citoyens cette transition énergétique vers le développement durable. Tous les secteurs sont concernés par la sobriété en tout et l'appel à l'intelligence. Le Développement humain durable serait la solution au problème. En définitive il n'est pas interdit de penser à moyen terme avec la disponibilité de l'électricité

renouvelable à la mise en place justement d'une Transsaharienne électrique d'Alger à Tamanrasset qui permettra d'irriguer les nouvelles villes et qui pourrait faire de Tamanrasset la porte de l'Afrique, la disponibilité de l'eau et de l'électricité verte seront des facteurs contribuant à la création de richesse dans le secteur agricole, le secteur industriel mais aussi toutes les activités du secteur tertiaire. (...) Nous allons relever ce défi avec l'apport de chacun. Il s'agit des fondations d'une Algérie nouvelle qui aura fort à faire dans un environnement impitoyable. Et comme le martèle si bien Nietzsche: «Périssent les faibles et les ratés» Nous ne serons pas faibles si nous sommes unis.

Chems Eddine CHITOUR



25 Octobre 2020

Cinq aides pour augmenter le pouvoir d'achat post-coronavirus

Le ministre des Finances a dévoilé 5 aides mises en place par le gouvernement afin d'augmenter le pouvoir d'achat affecté par la crise du Coronavirus.

En effet, le ministre des Finances Aymen Benabderrahmane a révélé que le gouvernement a mis en place cinq mesures d'aide, afin de faire face aux effets de la crise qui afflige l'économie algérienne affectée par la récession mondiale et la crise sanitaire. Ainsi, ces 5 aides viendront dans le but d'augmenter le pouvoir

cales et douanières en leur numérisation.

En sus, lors de sa présentation du Projet de Loi de Finances pour l'année 2021 aux membres du parlement ce lundi 23 novembre, le ministre des Finances a expliqué que la rédaction du texte juridique s'était déroulée dans des circonstances exceptionnelles. Ces dernières sont caractérisées par la récession économique mondiale et la crise sanitaire. Où toutes les économies du monde ont été touchées, y compris celles des pays les plus développés.

Le PLF pour l'année 2021 spécialement mis en place pour garantir la viabilité de l'économie du pays

De plus, le ministre a souligné que le texte, dans tous ses aspects législatifs et financiers, tenait à préserver les équilibres financiers publics ; dans le but de faire face aux effets de la crise et maintenir la continuité de l'économie du pays, toujours d'après le quotidien Echourouk.

Au final, et selon les estimations faites par le texte du PLF ; approuvé par les députés de l'Assemblée nationale populaire ; l'année prochaine verra une croissance économique de 4%. Ainsi, les recettes pétrolières devraient s'élever à 23,21 milliards de dollars en 2021. Cela sur la base d'un prix de référence du baril de pétrole à 40 dollars. Tandis que l'inflation devrait enregistrer une légère accélération en cette année 2021, pour atteindre 4,5%, toujours selon notre source.

LE POUVOIR D'ACHAT EST EN BAISSE



d'achat post-coronavirus en Algérie, selon le quotidien Echourouk.

Notamment, a indiqué le ministre, que le seul moyen d'y parvenir serait d'activer les principes de budgétisation et l'élargissement de l'assiette fiscale. Mais aussi, améliorer le climat d'investissement et encourager les exportateurs. Bien évidemment en simplifiant les procédures fis-

FARAH K

24 Novembre 2020



« Les rendements des céréales en Algérie s'affaibliront de plus en plus » Akli Moussouni (expert agronome)

Algérie-Eco : Les prévisions du département américain de l'agriculture (USDA) tablent sur une hausse de plus de 15% des importations algériennes de blé (7,5 millions de tonnes) durant la saison 2020/2021, au moment où le ministère de l'agriculture prévoit une saison record en terme de production de céréales, qui croire selon vous ?

quelques mois après, on importe des milliers de tonnes. Une gymnastique qu'on ne fini pas de reproduire. Ce qui a rendu caduque toutes les prévisions du ministère de l'agriculture.

De toute façon, les rendements des céréales en Algérie s'affaibliront de plus en plus, s'agissant d'une culture pluviale conduite sur les mêmes ter-

fixés et élaborés dans le cadre d'une planification qui elle-même n'existe pas. Plus que ça, on dégage une idée irréfléchie pour laquelle on tente de mettre en place une panoplie de mécanismes, de logistiques et de financement qu'on abandonne quelques années après pour n'avoir pas produit des résultats probants.



Akli Moussouni : Les informations en temps réel fournies par des systèmes de télédétection par satellite de la dynamique végétale combinée aux données de l'agro-météorologie et des cartes de la structure du sol ainsi que de l'historique de l'assolement, font que les américains peuvent estimer la production des céréales en particulier dans n'importe quelle région du monde. Aussi, le domaine du traitement de l'image satellitaire ne s'applique pas seulement pour déterminer les rendements, mais aussi diagnostiquer l'état sanitaire des grandes plantations pour évaluer le marché mondial de céréales et encadrer les enjeux qui concernant l'alimentation humaine et animale. L'Algérie, en tant que cliente potentielle de ce marché fait l'objet bien entendu d'un intérêt pour ces statistiques prévisionnelles, généralement crédibles.

Quant à nos prévisions, elles sont fantaisistes en l'absence de statistiques fiables, d'observatoires et d'outils d'estimation des productions. En Novembre 2019, un communiqué du ministère stipulait que « le gouvernement compte rendre le pays autosuffisant en blé dur d'ici cette fin année », mais ironie du sort,

res, sans rotation culturale ou en intermittence avec la jachère. Dans les 2 cas, les rendements ne risquent pas d'évoluer, s'ils ne diminuent pas. Cette année encore, des quantités plus importantes de céréales seront importées à des prix qui commencent à flamber par rapport à la pandémie de la Covid 19, pour compenser une bonne partie des pertes occasionnées à la production nationale par la sécheresse qui a fait que dans certaines régions, il n'y aura aucune production significative.

(...)

Selon vous, qu'est-ce qui freine l'émergence et le développement du secteur agricole en particulier en ce qui concerne les produits de large consommation qui incarnent la dépendance alimentaire du pays ?

C'est l'éternelle question qui revient à chaque fois dans les débats autour de cette dépendance alimentaire du pays par rapport aux importations. A vrai dire, nous n'avons pas de filières dans le vrai sens du terme, ce qui fait qu'il n'y a donc pas de notion de filière qui puisse être partagée entre l'Etat et l'agriculteur par rapport à des objectifs précis, qui seraient

Par rapport au potentiel humain il y a une absence totale d'identification de groupes socio-économiques spécifiques pour leur attribuer les missions de développement en fonction de leur pouvoir d'intervention. Mais aussi le manque flagrant de professionnalisme à tous les niveaux de l'administration et de la profession est aggravé par l'absence flagrante d'un réseau de communication par rapport au marché et aux productions.

La sécurité alimentaire du pays n'est pas prise en charge dans un cadre politique qui puisse permettre d'encadrer les politiques agricoles. On est donc dans un contexte où « chacun pour soi et Dieu pour tous » et où aucun ministre ne peut faire évoluer la situation.

C'est toutes ces raisons qui ont fait que notre agriculture est un éternel secteur à la charge de l'Etat au lieu de produire des richesses dans un cadre cohérent, durable et stable.

Arezki Benali

LE PORTAIL DE L'ECONOMIE ALGERIENNE
ALGERIE ECO

21 JUIN 2020

Autosuffisance de l'Algérie

Vers le développement de l'agriculture saharienne

L'Algérie dont l'économie est intimement dépendante des hydrocarbures, souffre davantage de l'effondrement historique des cours de brut et pense explorer d'autres horizons, à l'image de l'agriculture en général, et celle saharienne en particulier afin de se diriger vers l'autosuffisance alimentaire....



C'est dans ce sens que le chef de l'Etat a précisé que notre agriculture saharienne est en mesure d'apporter des réponses satisfaisantes à nos besoins, comme en blé et en sucre. Dans ce cas de figure par exemple, la facture d'importation des produits alimentaires se verra réduire de manière considérable. Le ministère de l'Agriculture et du développement rural agit présentement dans le sens du développement de la culture des céréales dans le sud du pays; a affirmé Tebboune.

Cela s'inscrit dans le but de réduire de 20 à 30% d'ici la fin de l'année 2020, les importations de l'Algérie de cette denrée essentielle et stratégique. Le Sahara n'est donc plus un gigantesque gisement de pétrole et de gaz. Com-

mence-t-on présentement à détourner les yeux de son sous-sol; pour reconsidérer sa surface comme espace générateur de richesses? C'est en tout cas ce que laissent croire les propos du président de la République.

Agriculture et manufacture, l'Etat veut aider

En étant intégrée dans le circuit des industries manufacturières, l'agriculture est fortement capable d'apporter un plus à l'économie nationale; à travers l'apport d'une précieuse valeur ajoutée. Ainsi, l'Algérie s'emploie depuis quelques mois déjà, a avancé le chef de l'Etat; à mettre en œuvre des cultures pivot, à l'image de celle de la betterave sucrière dont l'unité est susceptible de peser jusqu'à 4 kg; engendrant des matières premières utilisées dans la production d'huile et de sucre.

C'est avec des prêts bancaires d'un montant pouvant atteindre le seuil des 90% de la valeur globale du projet, que le président Abdelmadjid Tebboune; rappelant sa promesse d'aide allant dans ce sens, compte soutenir les investisseurs projetant d'installer des industries manufacturières qui dépendent des matières premières locales; et non pas de celles importées de l'étranger.

Le secteur de l'agriculture produit plus de 25 milliards de dollars; a noté le résidant du palais présidentiel d'El Mouradia. Ce chiffre n'est pas très éloigné, a-t-il estimé, de celui lié aux revenus des hydrocarbures. L'Algérie pourrait bien développer ses capacités en la matière et aller vers l'autosuffisance par la diversification de son économie, peut-on tirer des mêmes dires.

LYES C.

03 Mai 2020



L'Algérie post-Corona, l'opportunité d'une évolution alternative

Le COVID-19 a provoqué une crise sanitaire mondiale dont nous ne savons pas, à l'heure d'écrire ces lignes, quelle sera l'issue ni la meilleure manière d'en sortir. Cependant, ce qui est sûr, c'est que cette crise n'est pas que sanitaire et qu'elle provoque une disruption de l'ensemble du système socio-technique dans lequel nous évoluons. Autrement dit, du réseau d'acteurs rassemblés autour de liens économiques, technologiques, culturels et sociaux, qui régissent le fonctionnement de nos sociétés, aujourd'hui mondialisées. Ce sont nos modes de vie, notre rapport au monde et aux autres, à l'économie, à l'environnement et à la nature, au travail, à la mobilité, à l'alimentation et à la consommation qui sont remis en question.

Cette crise sociétale

multidimensionnelle et globalisée met le doigt sur les défaillances du modèle de développement dominant, dont le néolibéralisme est le moteur. Il vit probablement ses dernières heures sous sa forme actuelle et la crise porte tous les signes de l'effondrement de ce système socio-technique, ainsi que du modèle de modernité qu'il porte, tant technologique que culturel...

Ce texte... s'intéresse particulièrement à l'avenir de l'Algérie. Il pose des questions sur certains domaines qui paraissent aujourd'hui révélateurs de la crise du modèle que nous vivons, et qui sont essentiels dans la réinvention de l'avenir.

Faire le point sur la notion même de développement

Avant l'établissement de tout pro-

gramme post-Corona, il convient de profiter de la crise pour des remises en question radicales de certaines évidences. La plus fondamentale est bien entendu cette question de développement, [...] Par ailleurs, à force d'avoir intégré le développement comme une évidence, nous oublions souvent que l'Algérie a été porteuse d'un modèle alternatif en revendiquant le «?tiers-mondisme?» et en se distinguant des deux modèles dominants la fin du 20e siècle. Aujourd'hui, les temps ont changé et il ne s'agit pas de revenir à ces positions, mais de s'en inspirer dans ce qu'elles ont d'essentiel : la critique des modèles hégémoniques.

Profiter de la crise pour une restructuration sectorielle et un redéploiement du service public

La crise sanitaire a éprouvé les différents systèmes de santé à l'échelle de la planète. Nombre d'entre eux, parmi les plus performants, ont révélé leurs failles. Outre le manque de moyens pour faire face à une pandémie contre laquelle personne n'est réellement préparé, c'est la remise en cause du fonctionnement de la santé et sa perte progressive du statut de service public qui posent problème. Les coupes budgétaires multiples liées aux politiques d'austérité des certains pays, ainsi que la privatisation de tout ou partie du secteur dans d'autres, on fait entrer la santé dans une logique monétaire, voire de rentabilité, prête, dans les cas les plus extrêmes, à sacrifier des vies humaines et à refuser les soins aux populations les plus précarisées.

Valoriser les savoirs dans les services à la société

La logique du modèle dominant est de valoriser économiquement tout ce qu'il est possible de valoriser, y compris le savoir. La tendance actuelle y est donc à l'«économie de la connaissance?» et la recherche scientifique elle-même n'échappe pas à la logique de la rentabilité... Ce qu'il y a de positif dans la crise actuelle est qu'elle a entraîné une forme de valorisation des savoirs, mais aussi des compétences, par la mobilisation de chercheurs et de petites entreprises aux quatre coins du pays. Cela semble avoir créé une dynamique posi-



tive qu'il faudra savoir maintenir pour en faire le moteur de la société post-Corona. Le rôle de l'université sera crucial?!

Cependant, pour maintenir cette dynamique, il faudra, dans les réformes

universitaires en cours, prendre du recul vis-à-vis des systèmes d'évaluation de l'excellence universitaire et des classements internationaux, très critiqués aujourd'hui... L'université et la recherche algérienne, et même mondiale, de l'après Covid-19 doit plus que jamais assumer un rôle de producteur de savoirs mobilisables dans et pour la société.

Activer les réseaux de solidarité pour fabriquer du commun

... La question du commun est centrale?! D'abord, au sens du bien et de l'intérêt commun, celui que partage l'ensemble des Algériennes et des Algériens, et dont nous devons être tous responsables et garants, autant que l'État. Ensuite, au sens de communs, c'est-à-dire comme forme de gestion collective des ressources, qui offre une troisième voie entre la propriété publique et la propriété privée. Son ancrage est bien présent dans les traditions algériennes (fougeras, palmeraies, oliviers, Touiza, etc.), autant que dans les tentatives d'organisation sociale postindépendance (exploitations agricoles communes, villages socialistes, coopératives, etc.). Ces communs ont non seulement la capacité de remobiliser la société civile, mais aussi d'échapper aux logiques de marché, pour autant qu'ils ne se transforment pas en «?biens Club?», en communautarisme, ou encore ne reproduisent les modèles dépassés du socialisme des années 70.

Passer de la compétitivité, l'export et la rente à l'autosuffisance

Compétitivité, globalisation, marché mondial, exportations, taux de change, convertibilité de la monnaie, marchés boursiers, métropolisation, etc. sont les maîtres mots du modèle dominant. Nombreuses sont les réformes économiques récentes qui

ont tenté de s'y aligner. Pourtant, l'avenir économique global semble tourné vers d'autres concepts, jusque-là alternatifs : territorialisation de l'économie, autosuffisance, renationalisation, monnaies locales, solidarité, utilité sociale, environnement, durabilité, etc.

En bref, serons-nous capables de remettre en question de manière fondamentale notre approche de l'économie? et de nous poser, entre autres, les questions suivantes : Le dinar n'est-il pas déjà une monnaie locale?? L'autosuffisance n'était-elle pas au cœur de la révolution agraire?? Le tissu de l'industrie industrialisante, tant critiquée, n'est-il pas à réinventer et à restructurer??...

Appel aux forces vives

Force est de constater que de nombreux signaux faibles de cette évolution possible sont déjà présents dans les dynamiques à l'œuvre, ou dans certains acquis de l'Algérie indépendante. L'enjeu aujourd'hui est donc de mobiliser l'ensemble des forces vives de la société et de les accompagner dans le temps long d'un présent duratif, vers la construction de l'avenir.

Les différents éléments posés dans cet essai constituent autant de pistes de réflexion qui méritent de mobiliser les spécialistes de chaque domaine et d'ouvrir le chantier de ce projet commun qu'est l'Algérie post-développement. La vision, dont les contours sont ici esquissés, mérite un débat d'idées qui entraînera son approfondissement.

ANISS M.

15 Avril 2020



Entre coronavirus et référen- dum, l'étrange rentrée scolaire en Algérie

Après huit mois d'arrêt dus à la pandémie de Covid-19, six millions d'écoliers algériens ont fait leur rentrée scolaire mercredi 21 octobre.

...Après huit mois d'arrêt dus à la pandémie de Covid-19, six millions d'écoliers algériens ont fait leur rentrée scolaire, ...21 octobre. Le doute persiste... sur la capacité des autorités à assurer le retour... dans des conditions sanitaires optimales... Ces dernières semaines, enseignants et associations n'ont cessé de tirer la sonnette d'alarme. Heureusement, maintenant, il y a des caméras et les réseaux sociaux », explique Boualem Amoura, secrétaire général du Syndicat national des travailleurs de l'éducation et de la formation (Satef).



« Visiter les écoles des zones d'ombre »

Le ministère de l'éducation nationale et le comité scientifique... ont mis en place un protocole sanitaire qui préconise le port du masque par les élèves de primaire et qui vise à limiter la surcharge des classes en répartissant les élèves en groupes aux emplois du temps différents.

...Mais toutes les écoles ne sont pas logées à la même enseigne, loin de là. « Pourquoi ne viennent-ils pas visiter les écoles des zones d'ombre [zones rurales ou enclavées] comme ils appellent cela », s'interroge un parent d'élève énervé par les images du premier ministre, ..., où on le voit s'entretenir avec des élèves disposant de tablettes électroniques. « Parfois, dans certains établissements, il n'y a même pas d'eau », dénonce Boualem Amoura. « On nous a confectionné un protocole sanitaire, mais il est très difficile de l'appliquer sur le terrain vu que les établissements scolaires ne disposent déjà pas des moyens nécessaires. Sur 1 541 communes d'Algérie, 1 300 sont déficitaires », précise le secrétaire général du Satef,...

« Les chiffres du coronavirus repartent à la hausse »

Du côté des enseignants, beaucoup ont rencontré des difficultés à rallier leur lieu de travail à cause de l'arrêt du transport interwilaya (régions) qui dure depuis sept mois pour cause de crise sanitaire. « D'Adrar à Bordj Badji Mokhtar [dans le sud-ouest de l'Algérie], il y a plus de 700 kilomètres et les enseignants ont été obligés de louer des taxis clandestins pour faire le trajet et rejoindre leurs postes de travail. La place coûte 12 000 dinars [79,50 euros], alors que l'enseignant touche 30 000 dinars ! », s'insurge Boualem Amoura.

... Ils reprendront avec les collégiens et les lycéens. « D'ici là, il est possible que les autorités décident de ne pas reprendre les cours vu que les chiffres du coronavirus repartent à la hausse », souligne Khayra, jeune enseignante dans un lycée de la région

de Bouira. Depuis plusieurs jours, l'Algérie enregistre en effet une augmentation constante des cas de contaminations au Covid-19...

Safia Ayache

29 Octobre 2020

Le Monde.fr

Post Covid-19: transition vers une économie

et une société de connaissance

ORAN - Une soixantaine de chercheurs en différentes disciplines de 18 établissements d'enseignement supérieur de Ouest du pays ont souligné, dans une étude sur l'étape post Covid-19, la nécessité d'une transition rapide vers une économie et une société de connaissance, dans laquelle l'université doit jouer le rôle de locomotive.

Dans un rapport sur l'étude menée sous la direction de Abdelbaki Benziane, président de la Conférence régionale des universités de l'Ouest, il est mentionné que "l'université algérienne a prouvé, dans cette conjoncture marquée par la pandémie, sa capacité d'innovation traduite par l'invention de matériel, équipements et accessoires destinés aux établissements sanitaires et autres secteurs, qui méritent une valorisation et une exploitation lors de l'étape post Covid-19".

L'enseignement supérieur doit tirer des leçons de la situation née du Covid-19 pour se repositionner comme acteur stratégi-



que dans la gestion des crises. Il doit d'abord être capable d'adapter son organisation à un contexte changeant et pouvoir évoluer rapidement selon les impératifs dictés par chaque situation", souligne le rapport.

"L'étape après coronavirus est l'occasion de réfléchir sur la reconstruction d'une société qui garantisse le bien-être durable des citoyens. Il ne faut pas envisager cette étape comme un retour à la situation d'avant Covid-19 mais comme une opportunité de construire la société de demain", a-t-on insisté.

Le rapport propose au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique une somme de propositions pour plusieurs secteurs économiques et sociaux pour remédier aux insuffisances constatées lors de la pandémie du Covid-19.

Dans ce contexte, les chercheurs ont appelé à encourager les banques et les assurances à accompagner les petites et moyennes entreprises affectées par la crise sanitaire mondiale.

En ce qui concerne le secteur de la santé, le rapport exhorte d'optimiser le fonctionnement des ressources disponibles et de renforcer le système d'information sanitaire.

22 Juin 2020

وكالة الأنباء الجزائرية
ALGERIE PRESSE SERVICE

Les droits de l'enfant entre hier et aujourd'hui



d'aliénation. Dans l'Algérie actuelle, la plupart des conventions et des lois internationales relatives au droit de l'enfant ont été ratifiées.

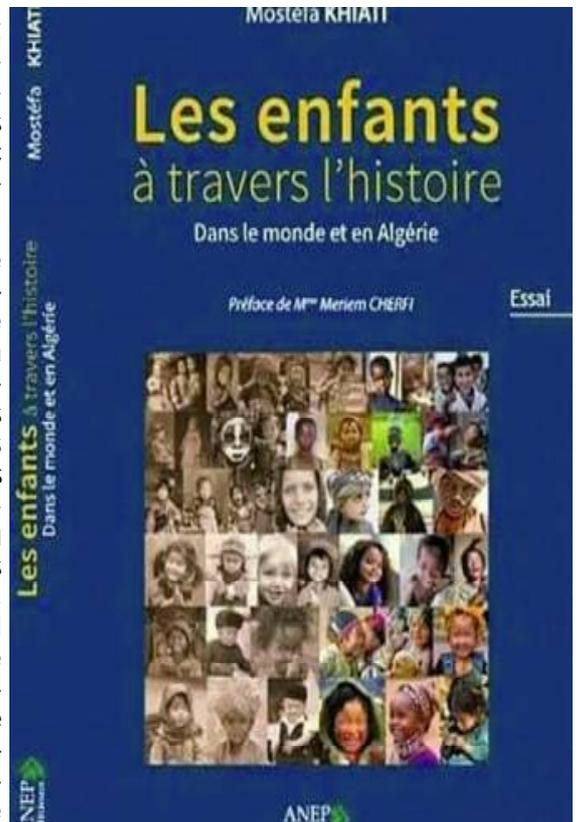
À l'exemple de celle portant interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination, ou encore la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant. On y retrouve également des recommandations adressées aux pouvoirs publics et aux sphères familiale, éducative et sociale quant aux causes et conséquences de certains comportements comme la délinquance, la criminalité juvénile ou encore la déperdition scolaire.

Nombreuses sont les publications du pédiatre et président de la Fondation nationale pour la promotion de la santé et du développement de la recherche (Forem) qui traitent de sujets tels que l'éducation, la santé, les droits de l'Homme et les droits de l'enfant, sujets qu'il réitère dans son dernier ouvrage paru aux éditions Anep.

Dans *Les enfants à travers l'histoire*, Mostéfa Khiati expose l'histoire de la catégorie juvénile de l'Antiquité, en passant par les civilisations gréco-romaines, le Moyen-Orient et jusqu'au XXe siècle. Dans l'antiquité, les inégalités entre les enfants des différentes civilisations sont déjà apparentes. Si en Amérique du Sud et en Europe, il est sacrifié ou donné en offrande, en Égypte, ce sont uniquement les enfants des familles aisées qui ont droit à l'apprentissage. Les religions monothéistes vont, à leur tour, donner une importance particulière à l'enfant. Judaïsme, christia-

nisme et islam lui donneront un statut d'être à part entière. Au Moyen-Âge, ces enfants font aussi les frais des "ténèbres médiévales", avec leur lot d'infanticides, de violence et de maltraitance.

Ce rappel historique laisse place ensuite à la situation actuelle de l'enfant de par le monde. Avant de s'attarder à celle vécue en Algérie au chapitre 8. La France des droits de l'Homme a commis des massacres sur les populations les plus démunies, notamment sans égard à l'âge ni au sexe. Les enfants furent les victimes de l'armée française, leurs cadavres jonchant le sol étaient le quotidien d'une population pourtant inoffensive. Après l'indépendance, le défi était de mettre fin à l'analphabétisme érigé par le colonialisme en une politique



Mais l'exercice se limite souvent à une approche didactique. Khiati passe enfin au rôle de la société civile dans la protection de l'enfance en consacrant plusieurs pages celui de la Forem, l'association qu'il préside, sa création et les missions qui ont été les siennes depuis une trentaine d'années. Khiati, dans cet ouvrage consacré à l'enfance, étoffe à n'en pas douter nos connaissances sur l'histoire des droits de l'enfant, mais met plus l'accent sur les lois et les statistiques institutionnelles que sur la réalité du terrain.

Yasmine Azzouz
14 Décembre 2020

LE DROIT DE SAVOIR, LE DEVOIR D'INFORMER
LIBERTE
LE CHARTER NATIONAL D'INFORMATION

Femmes au cinéma, femmes de cinéma :

Une table ronde et des interrogations

Existe-il une approche spécifiquement féminine du 7e art ? Les films réalisés par des femmes sont-ils fondamentalement différents des films réalisés par les hommes ? Les chromosomes auraient-ils leur mot à dire en matière de création artistique ? Les cerveaux des artistes fonctionnent-ils différemment selon l'origine biologique ?

La 10e édition du Festival international du cinéma d'Alger (Fica) a offert l'opportunité de poursuivre un débat largement entamé lors de rencontres internationales précédentes durant lesquelles nombre de questionnements sont demeurés sans réponse. La table ronde inscrite au programme dimanche matin 10 novembre à Riad El Feth a, à tout le moins, permis à un panel de femmes cinéastes (Amina Bedjaoui-Haddad, Anna Bucca, Apoline Traoré, Jacqueline Gozland et Nadia Meflah) de poser quelques jalons d'une thématique qui reste à approfondir.



dir. La féminisation de la vie sociétale est un fait incontestable. Il n'en demeure pas moins que l'arrivée de la femme dans un domaine exclusivement public, comme celui du cinéma, pose encore problème. Qu'en est-il en Algérie, pays où le 7e art a très tôt été considéré comme un outil de libération et un moyen d'émancipation ?

Si en littérature, tout un chacun s'accorde à reconnaître que le «génie féminin» s'exprime parfaitement dans le domaine de l'expression cinématographique, la donne semble différente même dans les pays occidentaux où la gent féminine est considérée comme libérée. Le constat fait à ce jour est que, contrairement aux écrivaines et aux romancières, les femmes cinéastes n'ont pas fondamentalement bousculé l'ordre des choses dans le domaine du 7e art. Elles ont, certes, remis en question les idées reçues mais sans remettre fondamentalement en question les formes narratives, sans inventer de nouveaux codes cinématographiques, ni de nouvelles syntaxes. Choquantes,

déterminées ou secrètes, elles ont donné simplement leur point de vue sur le monde. L'allemande Margaret Von Trotta, l'africaine Sarah Maldoror, la sénégalaise Safi Faye, tout autant que la romancière Marguerite Duras, qui finira par réaliser ses propres films, toutes ces pionnières ont, par l'image et le son, apporté leurs témoignages avec plus ou moins de succès. Leur cinéma, qualifié de «féminin», parce que réalisé par des femmes, reste cependant à définir. Pour paraphraser Fellini, on dira que le cinéma des femmes est plutôt en chacun d'entre nous («Cité des femmes»).

Cela dit, peut-on, à l'instar de la littérature, parler d'une écriture, d'une narrativité filmique, d'une intelligence discursive spécifique au monde féminin ? La thématique, la stylistique, l'expressivité divergent-elles fondamentalement, selon que l'on ait affaire à l'œuvre d'un réalisateur ou d'une réalisatrice ? Les cinéastes femmes ont-elles renouvelé l'écriture filmique, les représentations, l'art de concevoir la fiction ou le documentaire cinématographique ? Leur approche des réalités et des problèmes quotidiens est-elle vraiment différente à l'écran ? Autant d'interrogations préoccupantes qui taraudent l'esprit de nombre d'acteurs culturels qui partagent le même rêve, la même mémoire d'origine, le même attachement au terroir.

De tout temps, les femmes ont rêvé de conquérir l'espace cinématographique. Femmes et cinéastes..., les deux attributs, rarement accolés, ont-ils fini par se rejoindre ? Longtemps cadencée, la création cinématographique, éternel bastion masculin, a fini par s'ouvrir au «sexe faible». Affectées traditionnellement aux postes de scripts, de monteuses ou de maquilleuses, les femmes ont fini par accéder à l'écriture filmique et à la création cinématographique. Né dans des conditions difficiles, le cinéma réalisé par des femmes s'affirme, en se faisant le porte-voix des blessures cachées, des douleurs grandes et petites qui tissent la vie ordinaire. Elles filment le quotidien dans sa nudité, sans emphase, sans fioriture. A travers leurs récits et leurs témoignages, c'est toute l'expression d'une inquiétude commune qui suinte.

Le cinéma se décline-t-il au féminin ? Alors que la littérature sur la femme dans le monde arabo-musulman est d'une richesse inouïe, dans le domaine du cinéma, il n'en est pas de même. Bien avant que les femmes ne passent derrière les caméras, combien d'hommes ont réalisé d'excellents films sur la situation faite aux femmes, ont témoigné de leur combat et de leur résistance face aux discriminations, aux ostracismes, au nihilisme et à la bêtise humaine. ...

Mohamed Bensalah

12 Novembre 2019



UNE PLATEFORME POUR FACILITER LA PRODUCTION ET LE FINANCEMENT DE FILMS: Tahya Cinéma à la rescousse des professionnels

«Tahya Cinéma» est une plateforme digitale nouvellement créée, destinée aux professionnels du 7e art et de l'audiovisuel qui auront désormais la possibilité de trouver des sources de financement en Algérie et à l'étranger pour réaliser leurs projets. La plateforme se propose de mettre en relation les «talents et les professionnels du secteur de l'audiovisuel et du cinéma en Algérie en leur offrant des opportunités de production et de financement à leurs projets de films», expliquent ses initiateurs. Elle se présente comme un «trait d'union» entre les porteurs de projets cinématographiques et audiovisuels, et les bailleurs de fonds parmi les producteurs, les sponsors ou encore les mécènes. Les utilisateurs de ce réseau pourront accéder à l'information et aux outils nécessaires à leur formation aux métiers du cinéma et de l'audiovisuel en Algérie et à l'étran-

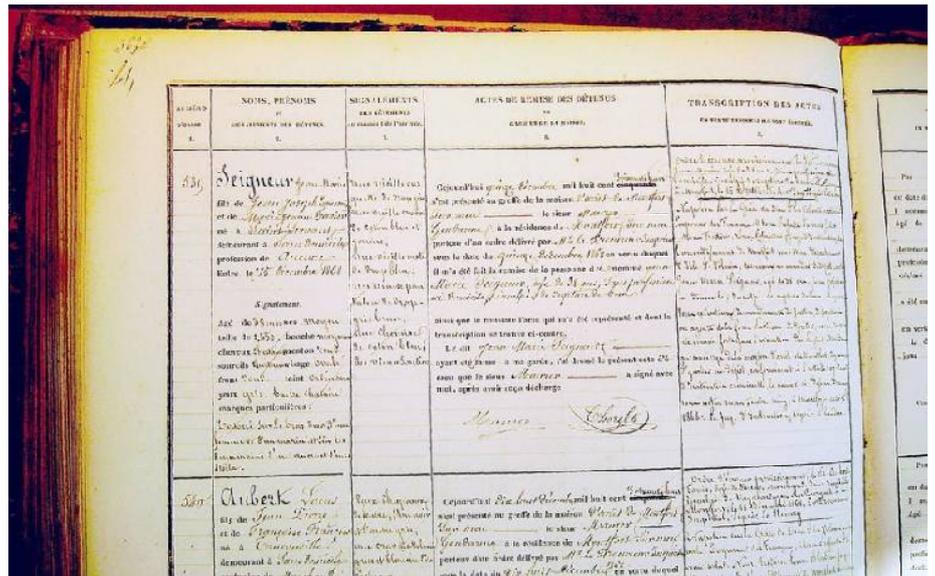
ger. La plateforme propose aussi une liste de salles de cinéma et de ciné-clubs opérants en service ainsi qu'un annuaire des festivals de cinéma à travers le monde. Ses initiateurs comptent, en outre, contribuer à «l'émergence d'une dynamique» favorable à la communication entre les professionnels du cinéma et de l'audiovisuel. Outre la mise en relation des praticiens du 7e art et de l'audiovisuel avec le monde de l'entreprise, «Tahya Cinéma» œuvre à «promouvoir les opportunités» de formation dans l'écriture, la réalisation, la production et la distribution de films.

06 Septembre 2020



Algérie-France: les archives coloniales encore « cadennassées »

Dans une excellente étude publiée par « Orient XXI » et signé Ernest Pignon-Ernest, on lit qu'au-delà des paroles complaisantes, toute la difficulté de mettre la main sur les archives de la guerre d'Algérie et les dossiers les plus « lourds ». L'auteur donne « deux cas emblématiques d'une rétention à bas bruit des archives » : la disparition du militant de l'indépendance algérienne Maurice Audin et la répression meurtrière de la manifestation parisienne du 17 octobre 1961 à l'appel du Front de libération nationale (FLN). « En 2013, dit l'auteur, le président François Hollande remet à Josette Audin des copies de documents concernant son mari Maurice Audin, ainsi qu'une liste d'archives qu'elle peut aller consulter et copier. Elle accède entre autres pièces à un dossier saisi en 1961 chez le colonel Yves Godard, alors en fuite. Godard était l'un des chefs de l'Organisation armée secrète (OAS), organisation terroriste se réclamant de l'Algérie française. En fait, la décision du président n'est pas extraordinaire : la loi française reconnaît que la raison d'État permet de tamponner des documents du sceau « confidentiel », « secret » ou « très secret » afin d'en empêcher la consultation, mais durant cinquante ans seulement. Or, la surprise est là : que trouve-t-on dans le dossier de



rents types et se trouvent donc dans divers endroits. Ainsi, les journaux de l'époque se trouvent à la Bibliothèque nationale, et les historiens, comme les journalistes, peuvent y accéder sans délai. Mais l'administration française est productrice d'une grande quantité de paperasses, dont une partie se retrouve dans les archives. L'armée n'échappe pas à cette règle. Le général Paul Aussaresses se plaisait à dire qu'il avait un « manifold », carnet numéroté où chaque page était suivie de trois copies; jour après jour, il y détaillait ses activités, en gardait une copie, et distribuait les autres

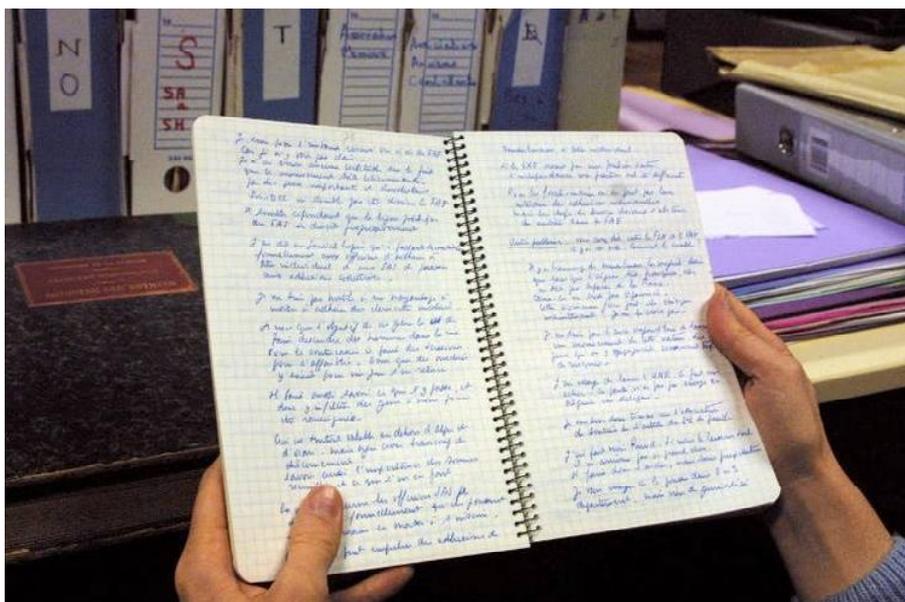
ments sont professionnels et non personnels, ils devraient revenir dans le patrimoine public, comme le proposait dès 1996 un rapport commandé par le gouvernement Juppé. « Les archives demeurent placardisées ». Du coup, les portent « se referment, car les intimidations pèsent concernant leur divulgation : sont ainsi menacés de peines diverses aussi bien les divulgateurs que les archivistes, tous potentiellement accusés de compromission. En 2020, pour renforcer son contrôle, le SGDSN exige que les documents « confidentiel », « secret » et « très secret » soient déclassifiés page par page avant consultation. Un travail titanesque qui décourage toute velléité d'ouvrir ces archives. Et cela pourrait concerner même ce qui a déjà été consulté, voire publié. C'est ce qui justifie les actions menées contre cette IGI-1300 qui est contraire à la loi : tribunes, pétitions, recours en Conseil d'État, provenant d'associations, y compris d'historiens, d'archivistes, et du Collectif secret défense-un enjeu démocratique ».

Ainsi, en lisant cet article, on comprend que le mémoriel dont parle Macron n'est qu'un jeu diplomatique, sans grand effet concret sur le travail que la France officielle devait, et devrait encore, faire sur elle-même.

Fayçal Ben Zoutale



07 Décembre 2020



Godard, versé aux Archives en 1961 ? En particulier, la thèse officielle pour expliquer la disparition de Maurice Audin étant celle de l'évasion, des documents fabriqués par l'armée pour étayer cette thèse, avec leurs contradictions. « Les archives, dit Ernest Pignon-Ernest, sont de diffé-

à différents destinataires, dont Massu. Il serait étonnant que ces copies n'aient pas été archivées. Mais où les trouver ? Dans les archives d'Aussaresses ou de Massu ? On ne sait pas ce qui peut s'y trouver puisqu'elles sont restées privées, ce qui est assez scandaleux : ces docu-

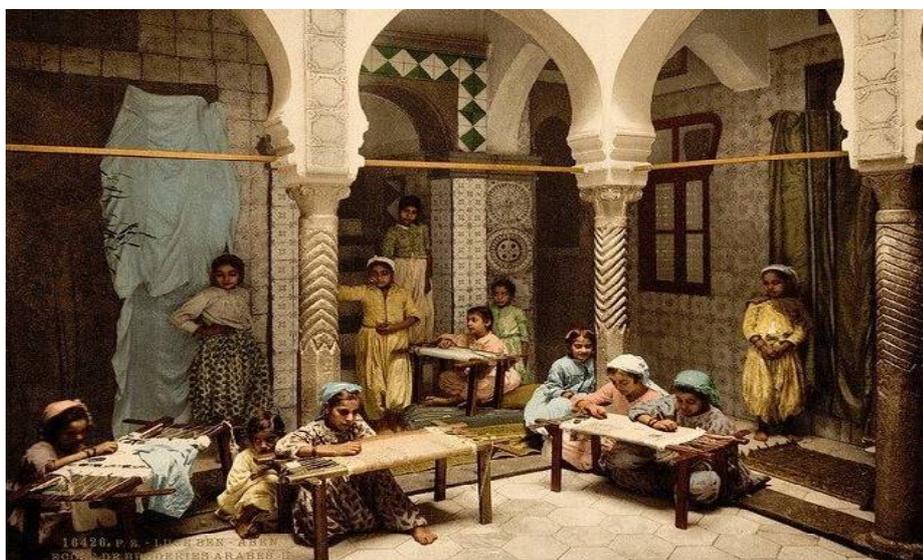
A la redécouverte de la broderie en Algérie : Un patrimoine oublié

La broderie, cet exceptionnel patrimoine de l'Algérie, bénéficiera-t-elle des temps de confinement pour être redécouverte à la fois comme patrimoine et comme savoir-faire? Certes toutes les familles comptent une brodeuse ou en ont une dans leur entourage mais connaît-on les raisons du goût des Algériens pour cet art considéré souvent à tort comme mineur? Les musées conservent les plus belles pièces mais les particuliers et les ateliers recèlent aussi des trésors de goût et de savoir-faire. La broderie est en effet à la fois un patrimoine matériel (les pièces de broderie elles-mêmes) et un patrimoine immatériel, des gestes en fonction des techniques utilisées. La broderie, un marqueur territorial. Contrairement au préjugé largement partagé aujourd'hui, la broderie n'est pas seulement une question de techniques, elle exprime aussi des identités. Les artistes contemporains qui choisissent ce média le savent. Les broderies traditionnelles de l'Algérie sont liées aux territoires où elles sont produites et, comme les tapis, en cons-

tituent un marqueur identitaire. Du nord au sud, de l'est à l'ouest de l'Algérie, différentes traditions de broderie manuelle se sont perpétuées mais contrairement à ce qui s'est passé pour les broderies marocaines, peu d'études leur ont été consacrées. Pourtant, ce patrimoine est d'une exceptionnelle richesse, qu'il s'agisse de broderies citadines, rurales ou des broderies sahariennes. L'influence andalouse et/ou ottomane se manifeste dans les broderies citadines du nord de l'Algérie, notamment celles de Tlemcen, Alger, Constantine, Annaba... Dans les musées, les pièces conservées les plus anciennes datent du XVIIIe; elles révèlent des modes de vie raffinés, qu'il s'agisse des vêtements comme les ghilas, les karakou, les robes, les coiffes, les pièces d'ameublement comme les tentures murales, les lais de rideau, le linge. Les broderies rurales, celles des Hauts-Plateaux, des Aurès, de la Kabylie se caractérisent par des motifs géométriques polychromes qui se déclinent aussi sur les tapis ou les céramiques. Si les arabesques ottomanes prédominent dans les broderies citadines, les broderies rurales se distinguent par leur stylisation: si le profane ne voit que des motifs abstraits, les brodeuses utilisent un répertoire de symboles propres à chaque région. Il en va de même pour la broderie saharienne qui orne les vêtements et dont le style, dépouillé et sobre, marque les explorateurs du patrimoine. Le deuxième



damnée d'autant que les boutiques sont fermées. Ne subsistent dans la deuxième moitié du XIXe que des brodeurs pour quelques articles populaires comme les chéchias. La broderie domestique exercée par les femmes, en revanche, se perpétue jusqu'à aujourd'hui: les merveilles exécutées dans ce cadre ont retenu dès le début de la colonisation l'attention. L'école de Mme Luce Ben Aben à la Casbah a été la première à accueillir des petites filles qui, au début, bénéficiaient de cours généraux et tiraient un petit pécule de leurs ouvrages. Plus tard, les ouvriers ouverts qui rassemblaient ou des élèves ou des femmes dans les villes, mais aussi dans toute l'Algérie, ont été des lieux d'enseignement de la broderie; privés parfois, souvent religieux sous la conduite des Sœurs blanches ou encore dans le cadre de l'enseignement public ou de l'artisanat, ces ouvriers – l'enseignement incluait aussi des techniques venues de France – ont contribué à la conservation des broderies traditionnelles: disséminés sur tout le territoire, ils ont aidé à leur maintien ainsi qu'à leur valorisation au sens économique. Le patrimoine algérien en matière de broderies doit autant aux hommes qu'aux femmes, les premiers étant spécialisés davantage dans les broderies sur cuir ou au fil d'or, les secondes ayant un répertoire plus varié.

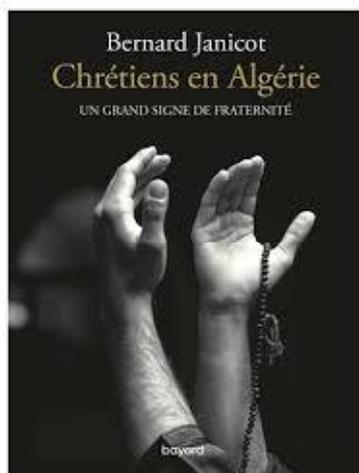


préjugé dont souffre la broderie, c'est qu'il s'agirait uniquement d'un passe-temps de femmes. C'est oublier vite l'histoire. A l'époque ottomane, les corporations de brodeurs sont répertoriées: sous la conduite d'un amin, elles vivent honnêtement; leurs membres, nous apprennent les historiens, possèdent souvent une maison à l'extérieur des remparts de la ville. C'est la colonisation, qui, avec le passage à l'industrialisation, causera leur ruine: toute cette activité tournée vers l'industrie du luxe, établie à proximité des palais du dey et des beys, est alors con-

15

[BIBLIOGRAPHIE]

Bernard Janicot
Chrétiens en Algérie
Bayard éditions, Paris 2020

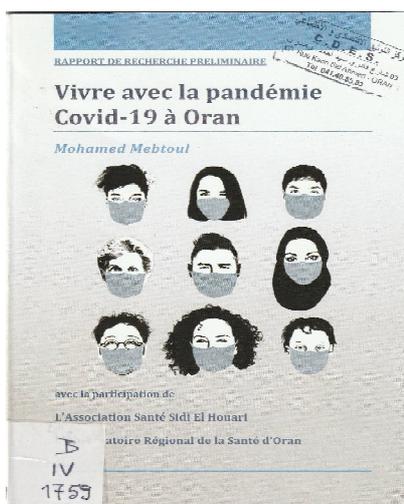


Prêtre du diocèse d'Oran depuis un demi-siècle, le père Bernard Janicot évoque l'Église d'Algérie à travers les figures qui ont compté. Rester fidèle au peuple algérien passe par une simplicité de relation et une amitié fraternelle comme l'ont vécues Pierre Claverie et ses compagnons béatifiés en 2018

[REVUE]

UNE ENQUÊTE SOCIO SANITAIRE MENÉE AUPRÈS DES JEUNES

Vivre avec la pandémie à Oran
Oran 2020



Les chercheurs se sont interrogés sur la façon dont cette pandémie est vécue au quotidien par des Oranais. Les questions ont été centrées sur leurs pratiques sociales. Cette enquête sociosanitaire, dont le rapport de recherche préliminaire vient d'être rendu public, traite les aspects les plus prégnants des "contre-coups" de la pandémie et sa gestion par la population locale

Jeux de pouvoirs au Maghreb Confluences Méditerranée 2020/3 (N° 114)

Éditeur : L'Harmattan

CONFLUENCES
Méditerranée
www.confluences-mediterranee.com

Jeux de pouvoirs
au Maghreb



N° 114 - AUTOMNE 2020



Loin d'être figées, le Maroc, l'Algérie et la Tunisie sont des sociétés marquées par une profonde vitalité sociale, culturelle et intellectuelle, des aspirations à la liberté et à la justice sociale constantes, en dépit des nombreuses vicissitudes et incertitudes politico-économiques qui les affectent

[THEATRE]

Boulevard des Hypocrites
2020



la nouvelle production du Théâtre National Algérien La pièce est écrite et mise en scène par Ahmed Rezzak.